

En définitive, si le gros de l'armée régulière passa à Franco, le Front Populaire et ses alliés, par l'organisation des milices, tenta de pousser les ouvriers du terrain de la lutte sociale sur le terrain de la formation d'une nouvelle armée régulière, et cela explique pourquoi les ouvriers, malgré leur courage, seront écrasés. Sur le terrain militaire, Franco agira avec certitude, alors que les Companys, les Caballero et Cie déployeront une stratégie non militaire mais sociale consistant à favoriser le massacre des ouvriers qui, par leur incorporation dans une armée, n'auront plus la force de retrouver le chemin au travers duquel ils vainquirent les militaires à Barcelone, à Madrid, le 19 juillet.

Passons maintenant à l'examen des autres instruments de la domination capitaliste. La Garde Civile, célèbre pour ses massacres d'ouvriers à l'époque de la monarchie, a été transformée en Garde Nationale Républicaine. Certes, à Barcelone, la C.N.T. a procédé à un nettoyage de cette dernière, mais l'institution est restée debout, embellie par l'entrée des militants anarchistes en son sein.

A Madrid, la Garde Civile est restée intacte et garde jalousement les coffres-forts du capitalisme : les banques.

Il n'y a vraiment qu'à Valence, où des ouvriers de la colonne de Fer (C. N. T.), passant outre à l'accord conclu par leur organisation, demandant à la Garde Civile de remettre seulement les fusils, sont descendus du front pour obliger, avec la menace de leurs mitrailleuses, les gardes civiles à désarmer complètement et sont allés brûler les archives de la police. Madrid a d'ailleurs compris qu'ici il valait mieux retirer Garde Civile, Garde d'Assaut et laisser se constituer, sous la direction du Comité Exécutif Populaire (sorte de Front Populaire), une G. P. A. (garde populaire antifasciste) qui maintiendra tout aussi bien l'ordre à l'arrière. La Garde d'Assaut, que les ouvriers ont affronté sous la République, est restée intacte et, actuellement, à Barcelone, a été puissamment armée.

Pour ce qui est de la Sûreté publique, l'on a procédé à un simple nettoyage de cette institution qui est restée intacte. En France, Blum remplace des fonctionnaires par décrets et démocratise l'Etat ; en Espagne, c'est avec des fusils que l'on a remplacé des fonctionnaires pour « pro-

létariser » les institutions capitalistes. Les anarchistes ont pris la direction de la Sûreté à Barcelone, d'abord sous la forme de la Section d'Investigation du C. C. des milices, aujourd'hui sous la forme du Département de la Sécurité dont le militant de la C.N.T., Fernandez, est le secrétaire général.

A Madrid, au commencement d'octobre, après la promulgation du décret sur la militarisation, toutes les sections de vigilance des organisations politiques ou syndicales ont été soumises au Département de la Sûreté Publique. Ni à Barcelone, ni à Madrid, l'on a publié les listes des mouchards entretenus par la police politique dans les organisations ouvrières : et cela est significatif.

Les tribunaux ont été rétablis rapidement dans leur fonctionnement avec l'aide de l'ancienne magistrature, plus la participation des organisations « antifascistes ». Les Tribunaux populaires de la Catalogne sous leur première version, puis sous leur version « extrémiste » (décret du ministre du Poum, Nin), partent toujours de la collaboration entre des magistrats professionnels et des représentants de tous les partis, mais Nin a innové en supprimant le jury populaire.

A Madrid, le pourcentage des magistrats professionnels sera plus élevé qu'à Barcelone, mais, dès octobre, Caballero lancera des décrets pour simplifier la procédure au cours du jugement des fascistes et il s'élèvera donc à la hauteur d'un Nin.

Une seule institution sera balayée sérieusement en Catalogne : l'Eglise, et puisqu'il ne s'agit pas d'un instrument essentiel de la domination capitaliste, on donnera l'impression aux masses d'un bouleversement général, alors qu'il est très facile de reconstruire des Eglises, de les peupler de nouveaux prêtres, lorsque le régime capitaliste subsiste dans ses fondements.

D'ailleurs, si l'on prend un autre fait, l'on saisira immédiatement que là n'est pas le nœud du problème. Les banques et la Banque d'Espagne sont restées intactes et partout les mesures de précaution furent prises pour empêcher (même par la force des armes) la main-mise des masses. Dans l'extrémisme, pour ce qui est de la démolition des Eglises et la passivité devant les banques, l'on retrouve le

fil du déroulement des événements où les masses ont été poussées à démolir en marge du système capitaliste, mais non le système lui-même.

Examinons maintenant deux genres d'organismes qui se sont constitués en opposition les uns aux autres. Les conseils d'usine et le Conseil de l'Economie de la Catalogne.

Lorsque les ouvriers reprirent le travail, là où les patrons avaient fui ou furent fusillés par les masses, se constituèrent des conseils d'usines qui furent l'expression de l'expropriation de ces entreprises par les travailleurs. Ici intervinrent rapidement les syndicats pour établir des normes tendant à admettre une représentation proportionnelle là où se trouvaient des membres de la C.N.T. et de l'U.G.T. Enfin, bien que la reprise du travail s'effectua avec la demande des ouvriers de voir appliquées la semaine de 36 heures, l'augmentation des salaires, les syndicats intervinrent pour défendre la nécessité de travailler à plein rendement pour l'organisation de la guerre sans trop respecter une réglementation du travail et des salaires.

Immédiatement étouffés, les comités d'usines, les comités de contrôle des entreprises où l'expropriation ne fut pas réalisée (en considération du capital étranger ou pour d'autres considérations) se transformèrent en des organes devant activer la production et, par là, furent déformés dans leur signification de classe. Il ne s'agissait pas d'organismes créés pendant une grève insurrectionnelle pour renverser l'Etat, mais d'organismes orientés vers l'organisation de la guerre, condition essentielle pour permettre la survivance et le renforcement de cet Etat.

De suite contrôlés par les syndicats mobilisant pour la guerre antifasciste, dès le 11 août, les comités d'usine furent reliés au Conseil de l'Economie qui, d'après le décret officiel, fut « l'organisme délibératif pour établir des accords en matière économique entre les diverses organisations représentées (Etat républicain catalan, 3 ; Parti Socialiste Unifié, 1 ; C.N.T., 3 ; F.A.I., 2 ; Poum, 1 ; U. G. T., 3, Action Catalane, 1 ; Union Républicaine, 1) et le gouvernement de la Généralité qui exécutera les accords qui résultent de ses délibérations ».

Désormais les ouvriers, au sein des usi-

nes qu'ils avaient cru conquérir sans détruire l'Etat capitaliste, redeviendront les prisonniers de ce dernier et bientôt, en octobre, sous prétexte d'œuvrer pour la réalisation d'une nouvelle ère, de gagner la guerre, on militarisera les travailleurs des usines. Le Conseil de l'Economie se proposera, dès sa constitution, d'œuvrer pour le socialisme en accord avec les partis républicains et la Généralité. Ni plus, ni moins. Celui qui réalisera — sur le papier — ce « premier pas du capitalisme au socialisme », sera Monsieur Nin, qui élaborera les 11 points du Conseil. Fin septembre, c'est le nouveau ministre « ouvrier » de la Généralité qui sera chargé de faire ce « premier pas », mais, alors, la mystification, la duperie, sera plus évidente.

Le fait le plus intéressant dans ce domaine est le suivant : à l'expropriation des entreprises en Catalogne, à leur coordination effectuée par le Conseil de l'Economie en août, au décret d'octobre du gouvernement donnant les normes pour passer à la « collectivisation », succéderont, chaque fois, de nouvelles mesures pour soumettre les prolétaires à une discipline dans les usines, discipline que jamais ils n'auraient toléré de la part des anciens patrons. En octobre, la C. N. T. lancera ses consignes syndicales où elle interdira les luttes revendicatives de toute espèce et fera de l'augmentation de la production le devoir le plus sacré du prolétaire. A part le fait que nous avons déjà rejeté la duperie soviétique qui consiste à assassiner physiquement les prolétaires au nom « de la construction d'un socialisme », que personne ne distingue encore, nous déclarons ouvertement qu'à notre avis, la lutte dans les entreprises ne cesse pas un seul moment tant que subsiste la domination de l'Etat capitaliste. Certainement, les ouvriers devront faire des sacrifices après la révolution prolétarienne, mais jamais un révolutionnaire ne pourra prêcher la fin de la lutte revendicative pour arriver au socialisme. Même pas après la révolution, nous n'enlèverons l'arme de la grève aux ouvriers et il va de soi que lorsque le prolétariat n'a pas le pouvoir — et c'est le cas en Espagne — la militarisation de l'usine équivaut à la militarisation des usines de n'importe quel Etat capitaliste en guerre. Pour devenir des armées révolutionnaires, les conseils d'usine auraient dû per-